

# Et le syndicalisme Solidaires dans tout ça ?

**La séquence ouverte depuis la dissolution du 9 juin 2024 et la possible prise de contrôle de l'appareil d'Etat par l'extrême-droite nous oblige à questionner et à regarder avec lucidité nos outils syndicaux, notre outil commun, l'Union syndicale Solidaires et nos espaces d'alliances et d'actions.**

Le propos n'est pas de juger, mais de se donner les moyens de réfléchir notre syndicalisme. Nous sommes (le syndicalisme) la force sociale la plus organisée et la plus implantée sur le territoire avec une capacité de coordination à toutes les échelles. Nous organisons des millions de travailleuses et de travailleurs. Bien sûr il existe nombre de structures, en particulier des collectifs et des associations, qui travaillent au quotidien dans les quartiers, dans les villages, sur les terrains de sports, auprès de différentes catégories de la population. Mais aucune avec la force de frappe des syndicats.

Pour autant, nous ne vivons pas les mêmes réalités entre nos secteurs professionnels et nos territoires, y compris dans l'implantation forte ou non de l'extrême droite : quand une partie importante, voire une majorité des collègues votent RN et peuvent l'affirmer publiquement, ce n'est pas pareil que dans les lieux de travail où c'est une minorité discrète. Cette diversité est une force : elle doit nous permettre de mieux comprendre et de mieux agir, dans l'immédiat pour faire réduire fortement l'extrême-droite, et très rapidement pour gagner sur nos revendications et notre projet de société.

Qu'avons-nous réussi à faire dans l'urgence ? Quels sont les points de blocages ? Que pouvons/devons nous faire (rapidement) évoluer ? Pour faciliter la réflexion, observons nos espaces militants à partir de notre organisation de base, nos syndicats et interpros locales pour aller jusqu'au syndicalisme, à nos alliances et au rapport aux organisations politiques.

## Nos syndicats de la cave au grenier

Je n'aurai pas la prétention de dresser un tableau précis. Personne ne le peut en si peu de temps. Mais quelques éléments saillants de ces dernières semaines peuvent servir pour réfléchir dans nos sections, syndicats, unions locales. Les mêmes réflexions sont valables pour nos fédérations et nos syndicats nationaux et en partie pour notre Union :

- **Est-ce qu'il y a eu des "réunions d'urgence" ou est-ce que la "vie a continué comme avant"**. Dit autrement, est-ce que nos structures se sont donné les moyens de passer en "alerte maximum" comme le nécessite la situation ? Ça semble être le cas à plein d'endroits, mais force est de constater que ce n'est pas le cas partout. Un simple tour sur les espaces de communication de structures variées (sites, réseaux sociaux) montre qu'il n'y a eu parfois (trop souvent) aucun message spécifique sur la situation, ni tracts, ni visuels, ni information générale. Peut-être que c'est simplement que le travail militant concret, avec les collègues ou avec la population est fait sans avoir le temps de publier quoi que ce soit. Mais en 2024 on peut en douter. Dans le même ordre d'idée, **est-ce que nous avons été capable de dégager le**

**temps militant en annulant réunions et événements “secondaires”** pour consacrer la majeure partie de notre énergie à la lutte immédiate à mener ? Évidemment il faut que le syndicat puisse fonctionner, continuer à défendre les salarié.es mais si nous n’interrogeons pas l’utilité du temps militant, nous produisons une sorte de “proto-bureaucratie” qui normalise par ses pratiques ce qui n’est pas normal (en trouvant toujours une justification pour le faire).

- **La question qui suit est donc de savoir si le travail syndical contre l’extrême droite n’est pas fait** par impossibilité (faiblesse militante, sidération, manque de matériel...), si c’est parce que l’urgence n’est pas perçue ou si nous avons un problème de fond dans nos structures “ça ne nous concerne pas, on se mêle pas de politique” l’emporte et balaie tout débat collectif. On serait dans le dernier cas dans une situation à regarder en face car touchant au fondement de nos valeurs et de nos pratiques. Il nous faudrait nous interroger sur nos carences politiques dans la formation mais aussi sur la façon dont nous créons des syndicats.
- **Quels ont été les espaces de débats démocratiques et de discussion sur les actions et positions à prendre ?** La question d’intervenir dans la campagne politique a été posée très rapidement, notamment dans le soutien direct ou non par l’appel au vote au Nouveau Front populaire (NFP). Une analyse claire de la situation montre l’impossibilité à notre camp social à empêcher l’accession au pouvoir de l’extrême droite par les arrêts de travail et par la grève. Non que ce soit impossible dans l’absolu, mais ça l’est en France en juin 2024 : nous sommes trop faibles (à Solidaires et plus largement dans le syndicalisme) et en incapacité de mener un tel mot d’ordre qui ne serait qu’une posture sans prise sur le réel.
- **Le consensus ou le compromis insatisfaisant ?** C’est la question qu’on peut se poser parfois dans ces moments d’accélération. Le consensus nécessite du temps d’écoute, de réflexion, que ne permet pas toujours l’urgence. Le risque c’est de tomber alors sur des positions de compromis qui ne sont satisfaisantes pour personne et qui sont génératrices de tensions. **La priorité est bien sûr de protéger nos outils syndicaux et nos collectifs militants.** Il ne faut certainement pas les fracturer, encore moins dans la période. Mais il faut aussi voir si nous ne sommes pas limité.es dans notre outil à certains moments.  
La question d’appeler à voter ou non au second tour des législatives est un bon exemple : si la CFDT, la CGT, la FSU et l’UNSA ont rapidement pris une position claire, notre union n’a pas pu le faire directement à cause de positions qui semblaient antagonistes sur le sujet. Pour autant c’est clairement la position majoritaire dans Solidaires au regard des expressions des structures. Des syndicats n’ayant pas pris position “frontalement” on parlé de “battre l’extrême-droite par tous les moyens”, ce qui inclut de fait aller voter contre. Il ne s’agit pas de jeter la pierre à telle ou telle structure, mais de nous interroger sur les blocages que nous nous mettons nous-même et qui peuvent fragiliser notre objectif en nous ralentissant dans des moments urgents : empêcher un premier ministre d’extrême droite. Relève-t-il d’un défaut d’articulation entre nos instances et de lourdeurs internes ?
- **A-t-on été capable de porter nos revendications d’urgences, qu’elles soient**

**sectorielles ou territoriales ?** Quels que soient les choix faits vis-à-vis du NFP, la nécessité du syndicalisme c'est de porter de façon indépendante les positions et revendications des travailleuses et des travailleurs. Montrer que l'outil commun parle du réel et donne des perspectives, c'est ce qui permet d'entraîner les collègues, de leur donner confiance (avec évidemment la capacité de gagner), de proposer des alternatives au simplisme de l'extrême droite mais aussi de montrer que quel que soit le gouvernement, même et surtout NFP, nous assumerons de pousser pour l'amélioration matérielle et morale de notre quotidien.

- **Syndiquer, syndiquer, syndiquer !** Sommes-nous en train de mener une information générale auprès de nos collègues, de la population, vers les endroits où il n'y a pas d'implantation syndicale ? La période est périlleuse. Nombre de personnes se rendent compte qu'être isolé n'est plus une possibilité, surtout si on est une cible directe de l'extrême-droite (femme, racisé.e, lgbtqia+, antifasciste...). Et quel meilleur outil pour se défendre et pour lutter au quotidien au travail que le syndicat ? Il n'y a pas à attendre, c'est le moment de proposer de toute part de nous rejoindre et d'accompagner les nouvelles et nouveaux camarades, y compris par beaucoup de formations.
- **Nous adapter à la nouvelle confrontation avec l'extrême droite qui va durer.** Elle est centrale pour des années encore. Elle doit être pensée en profondeur et de façon pratique. Au-delà des dénonciations particulières et nécessaires, au-delà de la protection matérielle et morale pour nos adhérent.es, nos locaux, nous devons réfléchir à ce qui fait la force du développement de l'extrême droite chez les travailleuses et les travailleurs. Bien sûr nous ne partons pas de rien : le travail est important depuis des décennies, en particulier par notre commission antifascisme, mais aussi par et dans VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes). Mais nous devons faire ce que seul le syndicalisme peut faire : un travail de terrain patient, de reconquête dans les idées qui passera par une réflexion sur la socialisation du RN. Car si le fondement raciste est indéniablement partagé par des millions de personnes qui votent RN, et montre sa profondeur systémique, il y a aussi la question de la sociabilité du quotidien qui conforte dans le choix de l'extrême droite. Le travail des sociologues Benoît Coquard et Félicien Faury est particulièrement intéressant à regarder de près.

Évidemment cela passe par la mobilisation de l'ensemble de nos valeurs, positions et de nos analyses antiracistes, antisexistes, antivaldistes, écologistes, internationalistes, lgbtqia+ en cherchant à les rendre les plus concrètes possibles dans l'actions syndicale, que ce soit au quotidien que dans les actions/campagnes que nous pourrions mener. Nous le savons, il faut toujours repartir du concret pour éviter une position surplombante d'un discours politique ou d'une position "juste" mais pas opérationnelle si elle est inadaptée pour parler et entraîner les collègues : penser avoir raison mais ne parler à personne. C'est l'inverse du syndicalisme.

De façon plus large encore, Il y a aussi la question du rapport au travail : le discours libéral sur les "assisté.es" contre celles et ceux qui "travaillent" a fait des ravages en profondeur qu'il nous faut prendre à bras le corps. Non seulement elle alimente une partie de l'extrême droite (plus qu'avant de part son absorption d'une partie importante de la droite "classique") mais en plus elle est un réel frein à la possibilité de faire accepter nos positions sociales. Il en va de même avec la négation par

l'extrême-droite de la crise écologique.

Il ne s'agit pas ici d'une liste exhaustive, mais d'éléments saillants qu'il est urgent d'interroger dans notre syndicalisme Sud / Solidaires. Nous devons certainement bouger. Car si nous avons raison dans l'ensemble de nos pratiques, de nos choix et de nos positions, nous ne serions pas un peu plus de 100 000 mais bien plus nombreuses et nombreux. C'est pourquoi nous devons aussi composer plus largement.

## **La centralité et le potentiel du syndicalisme uni**

Nous le savons, le syndicalisme est un espace large, mais il a sa cohérence en tant que tel : quelles que soient nos différences de pratiques et de valeurs, il organise des travailleuses et des travailleurs et, *a priori*, veut améliorer leur quotidien. Nous avons tiré le bilan de la nécessaire unité pendant la lutte contre la réforme des retraites en 2023.

La responsabilité du syndicalisme est grande dans la période pour empêcher la prise de pouvoir de l'extrême-droite, que ce soit maintenant, dans quelques années.

Nous ne sommes pas toutes et tous sur le même point au niveau des structures. La CFTC, la CFE-CGE et FO n'ont pas suivi le reste de l'intersyndicale sur le barrage à l'extrême-droite. A des échelles locales la CNT et la CNT-SO ont intégré l'intersyndicale, parfois même la confédération paysanne.

Nous ne pouvons pas croire que face à la situation générale, nous pouvons continuer de la même manière, tracer notre petit sillon tranquille. Quand la tempête risque de faire couler le navire, il faut être capable de s'adapter vite et rapidement.

Il me semble y avoir une priorité, que nous ne pourrions pas résoudre seul.e.

C'est de poser la question de la division syndicale vis-à-vis des travailleuses et des travailleurs. Est-ce que quand l'extrême droite peut prendre le pouvoir, dans les jours, les mois ou les années qui viennent, nous allons nous battre entre OS ou nous serrer les coudes ? Est-ce que nous allons continuer à nous présenter divisé-es aux élections ? Est-ce que nous pouvons porter des propositions fortes ensemble ? Nous défendre ?

**Nous avons une responsabilité majeure pour créer une sorte de "Front populaire syndical"**, indépendant du NFP, pour être à la hauteur de la période. Cela pourrait prendre la forme d'une alliance spécifique avec la FSU et la CGT. Nous pouvons créer une dynamique de confiance qui donnera de la force à nos luttes. Ou alors nous ne pensons que les alliances ce n'est bon que pour les organisations politiques et que le syndicalisme peut s'en passer pour affronter le fascisme qui est à nos portes ?

La première action d'ampleur que pourrait mener le "Front Populaire syndical" (on pourra lui trouver un nom plus pertinent ! ) c'est de mener une campagne de développement massive du syndicalisme sur l'ensemble du territoire. Il faut des outils de progrès social pour structurer partout une action et une sociabilité de résistance et de contre-attaque.

Une chose est certaine, personne ne peut se payer le luxe du sectarisme. Ou alors c'est jouer contre notre camp et faciliter l'avancée de l'extrême droite. Notre capacité à porter l'unité, à dépasser les désaccords et les rancœurs, à générer des alliances, peut réellement faire la différence et créer un électrochoc qui renforce durablement le syndicalisme et en face un rempart puissant face à l'extrême-droite puis une machine à la faire réduire. Avons-nous le choix ?

## **Nos alliances indispensables avec le mouvement social et la société civile**

Solidaires a toujours été capable de travailler en profondeur avec le mouvement social. Nous savons que dans notre période les liens sont essentiels et doivent continuer de fonctionner et d'avancer. L'Alliance Écologique et Sociale (AES), avec les Amis de la Terre, ATTAC, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace, Oxfam et Solidaires) a permis et permet de casser l'opposition fictive sociale / écologie. C'est un levier puissant pour participer au recul de l'extrême-droite qui au contraire porte une opposition binaire et écocide. Plus largement nous participons à la coalition 2024 créée autour de AES et du Pacte du pouvoir de vivre que la CGT a rejoint après son lancement, et qui porte une série de mesures "pour améliorer le quotidien" visant à faire pression sur les politiques. Évidemment ces propositions sont généralement en-deça des nôtres, mais c'est le propre du travail unitaire que de faire des compromis qui permettent de rassembler du monde.

Ces alliances, regroupements et coalitions permettent une expression plus large et sont un outil important dans notre palette. Mais sommes-nous capables de nous les réappropriier au delà des quelques camarades et structures qui participent ?

## **Notre écosystème inclut les organisations politiques (de gauche)**

Jamais autant que ces dernières semaines nous n'avons entendu ou vu brandi la fameuse et nécessaire Charte d'Amiens. Mais ce texte fondateur du syndicalisme (adopté en 1906) n'est pas une table des lois : il permet de réfléchir et affirmer l'indépendance du syndicalisme et l'autonomie du mouvement social par rapport aux enjeux et agendas propres des organisations politiques. Nous pouvons facilement affirmer que dans les semaines qui viennent de se passer nous avons partagé les mêmes enjeux et le même agenda central que le Nouveau Front populaire : battre l'extrême-droite.

Si un texte d'il y a 118 ans devient une position rigide, c'est que nous avons des difficultés plus profondes. L'indépendance n'est ni la neutralité, ni l'isolement. Bien sûr que nous travaillons avec les organisations politiques.

Ne nous cachons pas non plus derrière notre petit doigt : il est plus facile de militer, de porter nos revendications, de peser dans le rapport de force (et d'avoir moins de violences de tout ordre, individuelles et collectives) avec un pouvoir d'Etat plus à gauche. Et c'est peut

être un des points à réfléchir. Nous ne sommes plus dans le contexte des années 1970-1980-1990 fondatrices pour notre courant syndical. Les urgences démocratiques et écologiques, la lutte contre les discriminations systématiques en plus de l'évolution du capitalisme nous mettent face à des obligations de réfléchir à nouveau les articulations. Notre syndicalisme peut peser et doit peser. La situation est trop grave pour la laisser aux seul.es professionnel.les de la politique.

Poser ces questions sans penser avoir raison. Mais titiller notre intelligence collective, analyser la période et la situation pour évoluer.

C'est la force et la richesse de Solidaires : partir du réel et mettre la question démocratique au centre de notre action. Parfois certaines pièces sont un peu rouillées, ça se ressent plus fortement dans les moments d'urgence. Et bien réparons et inventons ensemble. Nous n'avons pas le choix, nous ne sommes pas loin d'une alternative déterminante, celle d'un syndicalisme offensif et rassembleur, porteur d'une alternative sociale et écologique forte et qui gagne ou en face la barbarie illibérale post-fasciste, interclassiste, raciste, patriarcale, lgbtqiphobe, écocide...

**Rien n'est écrit, mais le vent glacial de l'extrême-droite souffle sur nos nuques, à nous de jouer vite, fort et collectif.**

Simon Duteil  
Le 4 juillet 2024